

L'Institut Amadeus aborde ici le défi de l'après pétrole dans le royaume et les principales dispositions entreprises pour cette échéance prochaine.

Par Abdelfetah Ait Ammi

Un gap irréversible

Concernant la question pétrolière, le mot d'ordre pour la prochaine décennie est instabilité. Il faut dire que cela a toujours été le cas. L'Histoire de l'or noir regorge d'exemples de fluctuations importantes des cours nonobstant l'abondance de réserves exploitables.

De nombreux analystes estiment toutefois que «le pétrole pourrait bientôt passer d'un marché axé sur la demande à un marché d'alimentation limitée. » (1) Par conséquent, les prix du pétrole, les procédures de production et les politiques nationales resteront «extrêmement incertains. » (2) L'instabilité et l'incertitude seront les mots-clés pour les 8 prochaines années de la décennie en cours et au-delà. Pour mettre davantage en avant la gravité de la situation, l'Agence internationale de l'énergie ouvre la synthèse de son « World Energy Outlook 2010 » par l'affirmation suivante: "Le monde de l'énergie fait face à une incertitude sans précédent."

Trois facteurs principaux ont conduit de nombreux analystes à considérer le monde de l'énergie en termes d'instabilité et d'incertitude. La première est que les prix du pétrole enregistreront des augmentations accrues par rapport aux décennies précédentes. La seconde est que la production mondiale jamais réalisée aura lieu dans seulement quelques années maintenant aux alentours de 2015. En troisième lieu, le monde de l'énergie n'a pas été en mesure de développer des solutions pratiques aux problèmes de déficit d'énergie. Ceci étant dû essentiellement au fait que les progrès qui ont été réalisés dans le domaine mondial des sources d'énergie renouvelables restent très timides pour satisfaire les besoins de 7 milliards de personnes dans les années à venir. En l'absence d'une solution prévisible, on ne peut qu'être pessimistes quant à ce que l'avenir peut apporter au monde de l'énergie et de ses ramifications sur les économies nationales.



Les pays en développement bouleversent la donne

La demande d'énergie est stimulée par les pays en développement, en particulier les nations émergentes appelées BRICS. Ceux-ci représentant presque la moitié de la population mondiale: la Chine avec 1,3 milliards d'habitants, l'Inde avec 1,2 milliards, le Brésil avec 196 millions, la Russie avec 141 millions, et l'Afrique du Sud avec 49 millions (selon des statistiques récentes fournies par le Fonds des Nations Unies pour les populations UNFPA). Comme ces pays, à l'exception de la Russie, sont considérés comme en voie d'industrialisation accrue, leurs économies enregistrent des taux de croissance importants avec des segments de leurs populations qui s'enrichissent et donc une hausse de la demande d'énergie pour les véhicules, le chauffage résidentiel, ou le divertissement. Ajouter à cela des pays engagés à développer leur économie comme le Maroc, on aboutit à une demande incontrôlée voire incontrôlable.

En conséquence, les marchés de l'énergie sera bientôt déterminé par le principe de l'offre limitée-par opposition à la demande dirigée, cette dernière a toujours été la règle depuis l'intégration du pétrole comme principale source d'énergie. En conséquence, les pays producteurs de pétrole n'hésiteront pas à profiter de la situation en introduisant des mesures pour contrôler les prix et, éventuellement, réduire leurs quotas d'exportation afin de répondre à leurs besoins domestiques propres susceptibles d'émerger dans leurs efforts pour développer et diversifier leurs économies. Le résultat final est évident : une augmentation conséquente des prix des combustibles fossiles de pétrole sur les marchés mondiaux.

Cette situation nuira à la croissance économique mondiale et en particulier les importateurs de combustibles fossiles et produits à valeur ajoutée.

Compte tenu de cette image sombre du futur de l'énergie dans un avenir proche, de nombreux chercheurs comme Richard Heinberg dans son livre récemment publié « The End of Growth », soutiennent que le monde est entré dans une nouvelle ère de la décroissance, au cours de laquelle « la croissance économique telle que nous l'avons connue, est finie et bien finie. » Heinberg ajoute que « à partir de maintenant, seule la croissance relative est possible: l'économie mondiale est un jeu à somme nulle, avec un gâteau en diminution constante à répartir entre les champions économiques. » L'auteur explique en outre qu'il existe trois principaux facteurs qui inhibent la croissance économique. Il s'agit essentiellement de l'épuisement des ressources, y compris les combustibles fossiles et les minéraux, la dégradation de l'environnement, ainsi que la multiplication des crises financières.

Il est vrai que la part du pétrole et autres combustibles fossiles comparativement à d'autres sources dans le mix énergétique global est en baisse en raison principalement de l'émergence des énergies renouvelables. Selon l'Agence internationale de l'énergie, «les énergies éolienne, solaire, hydroélectrique et d'autres formes d'énergie contribuent pour près d'un cinquième de toute l'électricité produite dans le monde entier." L'agence attribue cette évolution à des incitations gouvernementales. Toutefois, elle prévient que « le soutien du gouvernement pour les énergies renouvelables n'est rien en comparaison avec les sommes versées pour encourager l'utilisation de combustibles fossiles: quelque 66 milliards de dollars ont été dépensés dans le monde entier sur les énergies renouvelables en 2010, moins d'un cinquième des 409 milliards de dollars en subventions aux combustibles fossiles enregistrés la même année. » À cet égard, Maria van der Hoeven, Directrice exécutive de l'AIE suggère une réforme à l'échelle mondiale au sujet de l'inefficacité des subventions aux combustibles fossiles.

Le lien de causalité entre les prix du pétrole et la macro-économie est complexe et il va dans les deux sens que l'Agence internationale de l'énergie emprunte. La hausse des prix du pétrole déclenchée par les chocs d'offre conduit au ralentissement économique, ce qui peut se traduire par la récession économique. Néanmoins, une forte croissance économique pousse la demande sur le pétrole et induit une augmentation des prix, ce qui peut alors freiner la croissance si les prix continuent d'augmenter à des niveaux insoutenables. C'est de cette manière cyclique que la croissance et les prix du pétrole ont des incidences les uns sur les autres. L'Histoire a montré que depuis les années 1970 les hausses de prix du pétrole ont précédé chaque récession mondiale. Les exemples abondent : crise du milieu des années 1970, début des années 1980, début des années 1990, début des années 2000, et la dernière crise économique 2008-2009. Tous ces récessions mondiales ont été précédées par des hausses des prix du pétrole, qui étaient plus perceptibles à la fin des années 1970 et fin des années 2000.

Pour le Maroc, le danger de l'absence d'une stratégie énergétique

dynamique

L'histoire de la seconde moitié du XX^{ème} siècle et la première décennie du XXI^{ème} siècle atteste le fait que plusieurs perturbations pétrolières mondiales affectent les économies nationales des pays. Par ailleurs, face à un futur instable et incertain, ces bouleversements peuvent être engendrés par l'absence de stratégies d'adaptation adéquates. La hausse des prix du pétrole est considérée comme un choc à grande échelle sur les économies des pays en développement, et en particulier sur les Etats importateurs. Le Maroc est un cas exemplaire.

L'économie marocaine a commencé à émerger du moment que le pays opta pour une voie de développement économique et humain. Le produit intérieur brut (PIB) marocain a crû avec un rythme annuel de 4,66% pour la période 2000-2010 selon les statistiques fournies par le Ministère de l'Economie et des Finances. Cet essor « entraîne la croissance des besoins en diverses formes d'énergie à un rythme soutenu de 5 % annuel en moyenne et de 7,5 % par an pour l'électricité, entraînant ainsi un doublement de notre consommation électrique d'ici 2020 et un quadruplement d'ici 2030. » (4) L'augmentation annuelle des besoins énergétiques marocains mettra « la nouvelle stratégie énergétique nationale » de mars 2009 face à un gouffre pour cette décennie.

Au Maroc, le niveau d'anticipation aux chocs externes est quasi-absent. Le taux de dépendance énergétique était de 96,2 % en moyenne entre 2000 et 2010. De même, il ne dispose pas d'une stratégie plus dynamique et plus efficace pour la présente période 2012-2020 étant donné qu'elle ne prend pas en considération les défis de cette décennie qui est caractérisé par l'incertitude et l'instabilité. En outre, la production de 4 Gigawatts prévue à partir des énergies renouvelables, solaire et éolien, ne suffira bientôt plus aux besoins domestiques, étant donné que celle-ci prévoit la production de maximum 42% des besoins en matière d'électricité d'ici à 2020. Ce qui laisse encore un énorme manque à combler par les importations, exposant davantage l'économie marocaine aux chocs externes.

En fait, la facture énergétique représentait 25.2 % du total des importations nationales dont la facture pétrolière constituait entre 85 et 90 %. Cependant, le développement des énergies renouvelables restait très faible. En éolienne, le Maroc ne dispose que de 290 Mégawatts qui représentent 0.14% des 200000 MW installés dans le Monde. En Solaire, le Maroc n'a construit que la centrale de Ain Bani Mathar, la seule installation à l'échelle industrielle avec une puissance de 400 MW jusqu'à présent.

Il faudrait néanmoins noter que le Maroc, malgré des difficultés certaines à financer ce type de projets, est considéré comme un leader régional en matière de développement des énergies renouvelables.

Depuis les années 70, l'économie marocaine connaît une forte progression d'ouverture sur les échanges internationaux qui est « passé de 31% en 1970 à 80% en 2008. Ses perspectives de croissance sont, ainsi, de plus en plus influencées par les changements de l'environnement international. » (5) L'insertion du Maroc dans un modèle économique de libre échange ouvre plusieurs opportunités mais non sans risques. En tant qu'Etat importateur majeur non seulement des commodités énergétiques mais aussi des biens et des produits à valeur ajoutée, l'équilibre budgétaire national et les réserves nationales de devises peuvent être fortement mis à contribution. Au niveau national, les secteurs des industries et des services qui mènent la productivité de l'économie nationale souffriront inévitablement de toute hausse des prix du pétrole. Les petites entreprises seront les plus touchés. Elles seront obligés de licencier leurs employés, ce qui augmenterait le taux de chômage dans le pays. Un scénario que personne ne veut pas voir se produire.

Comme indiqué dans la première partie, une hausse des produits de pétrole a toujours précédé les récessions économiques depuis les années 70. En outre, l'ouverture économique du pays sur les marchés internationaux en Europe, Moyen Orient, l'Amérique du Nord et l'Asie renforce le degré auquel l'économie nationale peut être affectée par des chocs externes dans les marchés du pétrole. Sachant que le Maroc a besoin d'une croissance économique d'environ 7% ou plus pour répondre à ses OMD (Objectifs du Millénaire pour le Développement), l'Etat doit disposer d'une stratégie de préparation à court terme pour cette décennie, afin d'éviter toute crise économique qui pourrait être causée par les fluctuations des marchés pétroliers.

Il est vrai qu'anticiper les cours pétroliers est très difficile, même pour les experts. Néanmoins il est évident qu'une politique sérieuse est à penser pour la prochaine décennie. Une stabilisation des prix est bénéfique pour le Maroc, qui dans le même temps gagnerait beaucoup à diminuer sa dépendance énergétique par le renforcement des politiques d'énergies renouvelables. Dans le cas d'une hausse vertigineuse des prix, le pays sera fortement fragilisé. Les moyens financiers alloués à la subvention du pétrole risquent de ne plus être suffisants, mettant à mal tout l'équilibre budgétaire national et ouvrant la voie à de très sérieuses difficultés économiques et sociales.

References:

- (1) Owen, Inderwildi, King, The Status of Conventional World Oil Reserves--Hype or Cause for Concern.
- (2) Nashawi, Malallah, Al-Bisharah, Forecasting World Crude Oil Production Using MulticyclicHubbert Model.
- (3) Jon Bosak, Outlook for liquid fuels, 2010-2020
- (4) Royaume du Maroc, « Discours de Monsieur le Ministre de l'Energie, des Mines, de l'Eau et de l'Environnement. » 14 Février 2012.
- (5) Mustapha ZIKY, Said AKRICH, L'économie marocaine face à la transmission des crises et des chocs internationaux : Une approche analytique et empirique.